

INTRODUCTION

L'année 2008 marque un important renouveau de l'attention portée aux tendances et aux politiques en matière de financement du développement international.

À la fin de juin, le Secrétaire général des Nations unies, M. Ban Ki-moon, a convoqué le premier Forum biannuel pour la coopération en matière de développement des Nations unies, réaffirmant le rôle des Nations unies à titre de forum mondial pour le dialogue sur les politiques internationales en matière d'aide et de coopération internationale, où tous les pays, riches et pauvres, peuvent s'exprimer d'une voix égale afin de façonner les politiques.

En septembre, des donateurs, des gouvernements de pays en développement ainsi qu'un nombre sans précédent d'OSC se sont réunis à Accra, au Ghana, à l'occasion du Troisième Forum de haut niveau, afin d'analyser les progrès réalisés à l'égard des objectifs de la réforme de l'aide, établis dans la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide en 2005.

Enfin, à Doha, à la fin de novembre, les Nations unies réunissent la communauté internationale pour faire le point sur les progrès accomplis concernant les engagements pris dans le Consensus de Monterrey, un pacte Nord-Sud étendu visant à accroître le financement du développement et issu de la Conférence de Monterrey sur le financement du développement de 2002.

Les OSC participent pleinement à toutes ces importantes démarches internationales. Au cours des 18 derniers mois, les OSC ont plaidé en faveur de réformes structurelles en profondeur des politiques et des pratiques de l'aide – éliminer la conditionnalité et l'aide liée, renforcer la voix des OSC dans le dialogue sur les politiques de l'aide, et mettre l'accent sur les droits des personnes pauvres et impuissantes – pour faire de l'aide un véritable catalyseur dans la lutte contre la pauvreté et l'inégalité dans le monde.

Les OSC qui ont contribué au Bilan de l'aide 2008 ont examiné la réalité des pratiques d'aide des pays donateurs ainsi que leurs répercussions sur la vie des populations pauvres et marginalisées sur le terrain, dans les pays en développement. Leur analyse présente un réquisitoire qui fait réfléchir : au cours des six dernières années, les donateurs et les gouvernements des pays en développement ont omis d'honorer même les plus modestes promesses faites à Monterrey et à Paris. Entre-temps, on gaspille les chances de rectifier la situation à Accra et à Doha, dans des débats techniques sans fin sur la gestion de l'aide, alors qu'on prête très peu attention aux ressources et aux réformes qui pourraient améliorer les conditions susceptibles de permettre aux populations pauvres de revendiquer leurs droits à l'éducation, aux soins de santé et à un travail décent, de même que les droits des femmes.

Bien que les cas et les conditions varient chez les donateurs et les pays partenaires en développement, le présent rapport exprime de nombreuses revendications communes :

- ❑ L'efficacité de l'aide, dans quels buts et pour qui ? Les auteurs sont clairs : « la prise en charge démocratique » est d'une importance fondamentale pour ce qui est des répercussions du développement sur les conditions extrêmes qui causent et maintiennent la pauvreté. L'aide ne sera efficace dans le secteur du développement que si les mouvements et les organisations qui représentent les populations, et en particulier les femmes, et les groupes vulnérables et marginalisés profondément affectés par la pauvreté et l'inégalité peuvent s'organiser de manière à promouvoir et revendiquer leurs droits.
- ❑ Les auteurs mettent au jour des signes généralisés montrant que les récents accords entre les donateurs et les gouvernements, tels que la Déclaration de Paris de 2005, ont peu contribué à réformer les principales pratiques de l'aide – conditions imposées en matière de politiques, assistance technique dirigée par les donateurs, priorité accordée aux activités commerciales et aux programmes d'investissement des donateurs, etc. – qui compromettent les chances que les parlements et les citoyens des pays en développement les plus pauvres puissent établir leurs propres objectifs en matière de développement.
- ❑ Les auteurs attirent l'attention sur le refus des institutions financières internationales d'envisager une réforme démocratique fondamentale. En effet, elles continuent d'agir comme gardiennes de la gestion d'un système d'aide extrêmement inégal, où les pays en développement les plus pauvres ont été, dans une large mesure, tenus à l'écart de la prise de décisions.

De tels problèmes sont bien plus urgents et importants pour les populations que les préoccupations légitimes des donateurs et des pays en développement concernant la fragmentation et l'incohérence prononcées qui menacent actuellement d'effondrement l'aide au développement dans le monde.

Face à l'absolue pauvreté qui persiste, aux prix des produits essentiels qui s'emballent, à la famine et à la maladie, aux conflits et aux guerres, en 2008, les OSC cherchent un programme visionnaire pour le développement – qui comporterait une architecture de l'aide équitable, adaptée aux conditions des populations qui vivent dans la pauvreté, et conforme aux obligations des donateurs et des gouvernements en matière de droits de la personne. Le rapport contient certaines propositions et orientations pour de telles réformes, qui devraient inclure la participation des OSC en tant que partenaires à part entière du développement, et inscrire les droits de la personne, la justice sociale, l'égalité des sexes et la protection de l'environnement au cœur de l'efficacité de l'aide.

Antonio Tujan, fils
Président, Reality of Aid (Bilan de l'aide)